

Madame Anne Trouvé  
Propriétaire à l'immeuble Le Grand Pré  
7, Chemin de l'Oratoire  
05240 Villeneuve La Salle

La Salle-Les-Alpes, le 21 mai 2024

A Madame Dominique Faure  
Commissaire enquêteur  
Mairie de la Salle-les –Alpes  
15, rue de la Guisane  
05240 La Salle-Les Alpes

**Objet** : observations – enquête publique relative à la révision du PLU de La Salle les Alpes

**Référence** : Enquête publique – Préfecture 005-210501615-20240402-240401

Madame la Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision du PLU de la commune de La Salle les Alpes, en ma qualité de propriétaire dans l'immeuble Le Grand Pré, je souhaite formuler les observations et contre-propositions suivantes :

Les parcelles référencées **442, 445, 446, 427, 298, 299, 300, 304, 305, 75, 76, 77, 82, 83, 84, 85 et 90** sont actuellement en **Zone Naturelle**. Une partie de la parcelle **660**, propriété de l'immeuble le Grand Pré, y figure également. Elles offrent, de fait, non seulement aux copropriétaires des immeubles mitoyens, mais aussi à la population et aux touristes, l'opportunité d'accueillir un jardin des neiges, l'hiver pour les jeunes enfants, agrémenté par une végétation qui s'inscrit de façon harmonieuse dans le parc naturel de la vallée de la Guisane. Elles constituent en outre un passage pour les pompiers afin qu'ils puissent, en cas d'urgence, intervenir dans le Parc des Résidences Plaine Alpe, Grand Pré, le Bez, les Chardons bleu. De plus, des arbres de longues dates d'essences diverses sont implantés sur ces parcelles. **Une Zone Naturelle qu'il faut protéger.**

Le projet de PLU qui est proposé, limiterait de façon drastique la Zone Naturelle aux simples Parcelles 299, 75, 85, 90 et à la partie 660. L'ensemble des autres parcelles précédemment citées se retrouveraient classées en Zone UEP (équipement d'intérêt collectif et service public) sans aucune assurance que certaines d'entre elles ne deviennent, dans un avenir proche, des zones urbaines constructibles avec aucune contrainte réglementaire de hauteur. Cette réduction drastique de la zone naturelle est une atteinte grave et préjudiciable, non seulement à l'esthétique de l'ensemble du secteur, mais aussi au caractère écologique (faune et flore) qu'offrent à ce jour ces parcelles.

Pour ces raisons, je suis défavorable à une modification du PLU qui viendrait anéantir une grande partie de la zone naturelle dans une conjoncture qui incite fortement les communes à préserver les éléments et les écosystèmes naturels, révision qui va à l'encontre de la loi Climat et résilience du 22 août 2021 - laquelle vise à réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre, renforcée par la loi ZAN promulguée le 20 juillet 2023.